

RÈGLEMENT INTÉRIEUR D'ACTION SOCIALE DES AIDES FINANCIÈRES COLLECTIVES

APPLICABLE AU 1^{ER} JANVIER 2017





SOMMAIRE

PROPOS GÉNÉRAUX 4**L'ENFANCE 6**

- Les aides à l'investissement 7
- Les aides au fonctionnement 10

LA JEUNESSE 11

- Les aides à l'investissement 12
- Les aides au fonctionnement 13

ENFANCE ET JEUNESSE, DES DISPOSITIFS TRANSVERSAUX 14

- Le Contrat enfance - jeunesse 15
- Les fonds publics & territoires 15

LA PARENTALITÉ 16

- Les Lieux d'accueil enfants – parents (Laep) 17
- Le Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement
des parents (Réaap) 18
- Le Contrat local d'accompagnement à la scolarité (Clas) 18
- La médiation familiale 19
- Les espaces rencontres 19
- L'aide à domicile 20

L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE 21

- Les aides à l'investissement 22
- Les aides au fonctionnement 23

LE LOGEMENT ET LE CADRE DE VIE 24

- Les Foyers jeunes travailleurs (Fjt) 26

ANNEXES 26

PROPOS GÉNÉRAUX

CONTEXTE ET ORGANISATION

Placée sous la responsabilité du Directeur et de son Conseil d'administration, la caisse d'Allocations familiales de l'Essonne œuvre au quotidien au plein respect des objectifs nationaux de la branche Famille – tels que prévus dans la Convention d'objectifs et de gestion 2013-2017 – ainsi qu'à l'atteinte de ses ambitions liées au contexte départemental. Parmi ces multiples missions, figure l'accompagnement méthodologique et financier d'opérateurs publics et privés qui œuvrent pour offrir aux familles essonniennes un ensemble d'équipements et de services toujours plus performants et proches de leurs attentes quotidiennes.

Afin de satisfaire à ces nombreux défis, le présent règlement des aides financières collectives précise les conditions de l'intervention de la Caf. Le service des Aides et conseils techniques pour les interventions financières (Actif) en garantit l'application et s'appuie sur les conseillers techniques « Enfance – Jeunesse » et « Animation de la vie sociale - Parentalité », en charge du développement des territoires, mais aussi sur les gestionnaires-conseils dont la mission est d'assurer le versement des prestations de service.

LE CHAMP DE COMPÉTENCE DE LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES EN TERMES D'AIDES FINANCIÈRES COLLECTIVES

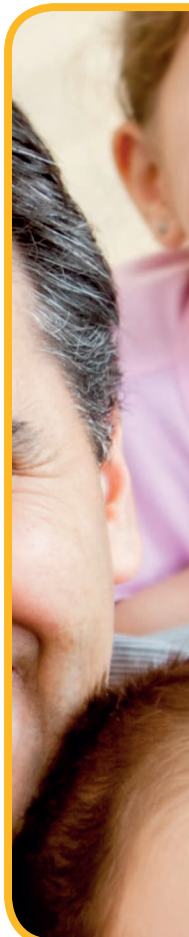
Les aides financières collectives aux partenaires ont pour objet d'accompagner les organismes promoteurs et/ou gestionnaires, personnes morales de droit public ou de droit privé, dans la mise en œuvre d'actions, de services ou de structures, destinés aux enfants, aux jeunes et aux familles entrant dans les champs d'intervention de la branche Famille.

Les domaines concernés sont :

- l'accueil du jeune enfant,
- les temps libres des enfants et du public jeune,
- la parentalité,
- l'amélioration du cadre de vie,
- l'animation de la vie sociale.

LES DIFFÉRENTES AIDES EXISTANTES

Que votre projet se situe dans sa phase initiale ou que votre structure / service soit déjà ouvert, de nombreuses aides sont disponibles pour vous accompagner dans sa création ou son



développement et ainsi aider à déployer l'offre de services aux familles sur le département de l'Essonne. De même, quel que soit le degré d'avancement de votre projet, les équipes de la Caisse d'allocations familiales constitueront une ressource précieuse pour vous épauler.

L'investissement

Si votre domaine d'activité ouvre droit à un soutien financier dans le cadre de la création ou de l'aménagement d'un équipement, un dossier complet devra être présenté aux services de la Caf de l'Essonne.

En cas d'accord, l'aide apportée pourra revêtir aussi bien la forme d'une subvention que d'un prêt* dans la limite de 90 % de co-financement. Il est à noter que tout soutien inférieur à 10 000 euros le sera sous forme de subvention et que priorité sera donnée aux projets porteurs de création de places ou de structure.

*Les modalités de remboursement des prêts vous sont présentées en annexe (1) ainsi que les critères présidant à leur allocation. L'arbitrage entre l'octroi d'un prêt, d'une subvention ou d'un « mariage » de ces deux types de financement est fonction du niveau de priorité du territoire. Les besoins potentiels sont estimés au regard d'indicateurs différenciés pour les domaines de l'enfance, de la jeunesse ou encore de l'animation de la vie sociale.

Le fonctionnement

Les aides au fonctionnement recouvrent une grande variété de situations. Elles peuvent tout aussi bien ambitionner de valoriser, sous forme de subvention, les développements qualitatifs ou actions nouvelles que relever d'une prestation de service dans le cadre d'une offre d'accueil inscrite dans la réglementation de la branche Famille. Une fois encore, la Commission d'action sociale de la Caf de l'Essonne demeure seule souveraine des décisions d'octroi des aides.

Chaque décision donnera lieu à la rédaction d'une convention signée par le Directeur, dressant les engagements réciproques de la caisse d'Allocations familiales et du partenaire bénéficiaire (modalités de paiement, justificatifs attendus, contraintes temporelles...).



L'ENFANCE



Dans le cadre de ses prérogatives afférentes à la conciliation entre vies professionnelle et personnelle, la caisse d'Allocations familiales de l'Essonne déploie un large éventail d'aides, aussi bien financières que méthodologiques, afin de répondre aux demandes en mode d'accueil des enfants dans le département.

En se fondant sur le diagnostic des besoins élaboré dans le cadre du schéma départemental d'accompagnement des familles, les services de la Caf suivent les porteurs de projet, dans toute leur diversité, des premières réflexions et projections relatives au programme de création jusqu'à la pérennisation et l'enrichissement du fonctionnement de l'Établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje) ou du Relais assistants maternels (Ram).

LES AIDES À L'INVESTISSEMENT : ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE SUR LE DÉPARTEMENT

CRÉER UNE STRUCTURE DANS LE SECTEUR DE L'ENFANCE (EAJE OU RAM)

La phase d'investissement initiale, présidant à tout projet dans le secteur de l'enfance, est l'occasion d'initier un partenariat étroit avec notre institution afin de cerner au mieux les conditions de réussite de ce dernier. C'est à partir de ces échanges que la Caf vous conseillera et étudiera les modalités d'accompagnement financier les plus adaptées aux spécificités de votre offre d'accueil.



Plan pluriannuel d'investissement pour la création de crèche (Ppice)

Compléments sur fonds locaux

Création d'une structure

Aide financière allouée dans la limite de 80 % du coût du programme.

Cette dernière est établie en référence au nombre de places portées au futur agrément avec un socle de base égal à 7 400 euros maximum par place créée.

Des bonifications, pouvant atteindre 9 200 euros par place, sont envisageables selon les spécificités du territoire (taux de couverture, potentiel financier et présence d'une intercommunalité).

Quant aux Ram, ils peuvent bénéficier d'un soutien représentant jusqu'à 80 % du coût du programme.

Pour les Ram :

En cas de réhabilitation ou d'aménagement préconisé par la Caf sans extension du nombre d'Équivalent temps plein (Etp) d'animation, une aide plafonnée à 80 000 euros pourra être envisagée (800 euros/m²). Elle s'inscrit dans la limite d'une surface de 100 m².

Extension, transfert avec extension

Le dispositif Ppice est mobilisé à la condition que l'accroissement de l'offre d'accueil atteigne 10 % de places nouvelles.

Le socle de base (7 400 euros) est alloué à l'ensemble des places lorsque ces dernières n'ont pas été financées dans le passé ou depuis plus de dix ans

Les bonifications, en revanche, ne sont appliquées qu'aux places nouvellement créées.

Depuis l'année 2016, les projets de création de Maisons d'assistants maternels (Mam) peuvent bénéficier d'un accompagnement financier à hauteur de 80 % des coûts d'aménagement et ce dans la limite de 3 000 euros.

AMÉNAGER OU RÉNOVER UNE STRUCTURE PETITE ENFANCE

Compte tenu d'une démarche volontariste, des partenaires ont été précurseurs dans l'offre de places d'accueil pour les jeunes enfants. De ce fait, ceux-ci sont aujourd'hui confrontés au vieillissement de leur équipement et à la nécessité de réaménager, voire de rénover, celui-ci. Par ailleurs, les attentes des familles ont évolué et le souci de rendre accessible à tous l'accueil collectif a conduit l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales à faire évoluer la réglementation quant au niveau de service attendu des structures. Aussi, afin de maintenir des conditions d'accueil optimales et de veiller au plein respect des évolutions réglementaires en matière d'accueil de la Petite Enfance, la Caf de l'Essonne met à disposition des gestionnaires d'Eaje deux sources de financement spécifiques.

Fonds d'accompagnement à la mise en place de la Prestation de service unique (Psu)

Suite à la parution de récentes évolutions réglementaires, les gestionnaires d'Eaje sont désormais incités à proposer aux enfants une offre d'accueil renforcée dans son volet qualitatif par la fourniture des repas (construction ou adaptation d'une cuisine) et des changes (aménagement d'un local). Dans le but d'adresser aux familles une facturation en adéquation avec leurs besoins ainsi que l'effectivité de l'accueil, un soutien financier peut être accordé dans le cadre de l'acquisition d'un logiciel et de terminaux de saisie permettant de fiabiliser les données d'activité.

Cette aide financière, dénommée « fonds d'accompagnement à la mise en place de la Psu », peut atteindre 80 % des dépenses engagées sur les trois postes de dépenses évoqués ci-dessus.

Rénover ou aménager un Établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje)

Après dix ans de fonctionnement, ou au gré d'avis rendus par les services compétents (protection maternelle et infantile, direction départementale des services vétérinaires, sécurité...), des travaux de rénovation ou d'aménagement peuvent s'avérer incontournables. Ce second soutien financier, particulièrement pertinent lorsque tout ou partie des places est menacée de fermeture, se limite à 80 % du coût du programme et ne peut excéder 3 700 euros par place mentionnée sur l'autorisation de fonctionnement ou l'agrément.

Cet appui, soumis à enveloppe limitative, est accordé selon le rang de priorité du projet (ancienneté de l'équipement, risque de fermeture, commencement des travaux sur l'exercice...).

Une campagne d'inscription au programme national est organisée chaque année dans les trois premiers mois de l'exercice.



LES AIDES AU FONCTIONNEMENT : FAVORISER L'ACCESSIBILITÉ DES FAMILLES ET LA QUALITÉ D'ACCUEIL

Établissement d'accueil du jeune enfant (Eaje)

La Prestation de service unique (0-6 ans)

Le fonctionnement des Eaje est soutenu par le versement de la Prestation de service unique (Psu).

Cette dernière correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite d'un plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales.

Depuis 2014, il existe plusieurs prix plafond en fonction du niveau de service rendu selon :

- l'adaptation des contrats d'accueil aux besoins des familles,
 - la fourniture des repas,
 - la fourniture des couches.
- **Taux de co-financement** : 66 % dans la limite d'un prix de revient horaire plafonné.
 - **Plafonds appliqués** : cf. annexe 1.

En contrepartie du versement de la Psu, le gestionnaire s'engage à facturer l'offre d'accueil selon le barème national (cf. annexe 2) fixé par la Cnaf et à respecter les termes de la convention faisant référence à la réglementation Psu.

Le rééquilibrage territorial

Afin d'encourager le développement d'une offre d'accueil accrue sur les territoires les moins bien pourvus, une aide financière complémentaire – consistant dans le versement d'un abondement annuel aligné sur la durée de la convention Psu en cours – est instaurée depuis 2013.

Cette dernière, qui peut représenter jusqu'à 1 400 euros par place sur la base de l'agrément, est destinée aux équipements d'accueil ouverts depuis l'exercice 2013 ainsi qu'à ceux dont le nombre de places a connu une augmentation supérieure à 10 %. Dans ce second cas de figure, seule l'offre d'accueil nouvellement créée fera l'objet d'un co-financement..

Relais assistants maternels (Ram)

La prestation de service Ram

L'agrément «Relais assistants maternels», délivré par la Caf de l'Essonne, ouvre droit au bénéfice d'une prestation de service spécifique calculée sur la base du nombre d'Équivalent temps plein (Etp) d'animation et qui vise à soutenir, à hauteur de 43 %, les dépenses plafonnées des gestionnaires.

- **Taux de co-financement** : 43 % dans la limite d'un plafond.
- **Plafond appliqué** : 57 031 euros/Etp en 2016.

LA JEUNESSE





Pour poursuivre l'accompagnement des familles dans la conciliation entre vies familiale et professionnelle, l'accueil des enfants d'âge scolaire requiert d'autres formes de réponse. Par ailleurs, particulièrement impliquée dans la réflexion sur l'articulation des différents temps de vie de la jeunesse, la Caf de l'Essonne se positionne avec volontarisme dans le soutien des Accueils collectifs de mineurs (Acm), qu'il s'agisse des temps périscolaires, extrascolaires ou lors des plages horaires apparues suite à la récente réforme des rythmes éducatifs.

Outre l'accompagnement financier couvrant les dimensions de l'investissement et du fonctionnement, les services sont fortement engagés dans le suivi stratégique et technique de la politique jeunesse au travers de leur participation à l'élaboration des différents documents de cadrage (Projet éducatif local - Pel, Projet éducatif de territoire - Pedt).

LES AIDES À L'INVESTISSEMENT : PERMETTRE L'OUVERTURE DE NOUVEAUX LIEUX D'ACCUEIL SUR LE TERRITOIRE



Dans le cadre de la création de nouveaux accueils collectifs de mineurs, les porteurs de projets peuvent être soutenus financièrement par la Caf de l'Essonne. L'aide, octroyée sous forme de prêt ou de subvention, s'établit à partir d'une base de 600 euros/m² et ce dans la limite de 300 000 euros.

Lors d'une extension occasionnant un accroissement de l'offre de places d'au moins 10 % sur l'implantation, le projet peut être encouragé selon des modalités de co-financement analogues.

Les réhabilitations, quand elles s'accompagnent d'une augmentation de 10 % de la capacité d'accueil, peuvent se voir accorder un appui de 200 euros/m² dans la limite de 100 000 euros et de 500 m².

Pour déterminer le nombre de mètres carrés éligibles, une surface maximale de 5m²/enfant est retenue.

LES AIDES AU FONCTIONNEMENT : ACCOMPAGNER LES GESTIONNAIRES DANS LE DÉPLOIEMENT DE L'OFFRE

LA PRESTATION DE SERVICE ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT (ALSH)

La Caf de l'Essonne soutient chaque année le fonctionnement des accueils collectifs de mineurs par le versement d'une prestation de service. Pour en bénéficier, le gestionnaire doit justifier d'une déclaration d'activité visée par les services de la Direction départementale de la cohésion sociale (Ddcs), d'un projet éducatif et pédagogique qualitatif et de l'instauration d'une facturation modulée excluant la gratuité.

- **Taux de co-financement** : 30 % d'un prix plafond fixé annuellement par la Cnaf (cf. annexe 3).
- **Plafond appliqué** : 1,77 euros/heure en 2016.

L'AIDE SPÉCIFIQUE AUX RYTHMES ÉDUCATIFS (ASRE)

Instaurée suite à la promulgation de la réforme des rythmes éducatifs en 2013, l'Asre permet aux gestionnaires de bénéficier d'un appui financier supplémentaire couvrant, au maximum, les trois heures d'activité potentiellement libérées par l'application de la nouvelle organisation des temps scolaires.

Exception notable, la gratuité est possible dans le cadre des Nouveaux accueils périscolaires (Nap).





ENFANCE ET JEUNESSE, DES DISPOSITIFS TRANSVERSAUX



LE CONTRAT ENFANCE – JEUNESSE (CEJ)

Mis en œuvre depuis 2006, le Contrat Enfance – Jeunesse succède aux « Contrats Enfance » et « Contrats temps libres ». Avec pour objectif principal de reconnaître et d'accompagner les efforts de création de structures ou de services au fil des années, le Cej vise à la compensation, à hauteur de 55 %, d'un reste à charge plafonné par action supporté par la collectivité locale.

Les activités ainsi considérées relèvent aussi bien du domaine de l'enfance (Eaje, Ram...) que de celui de la jeunesse (Acm, séjours...). En outre, le Cej, parallèlement à la prise en considération des offres d'accueil dans leur dimension quantitative, permet de valoriser financièrement les fonctions de pilotage par le biais des postes de coordination et les formations professionnelles Bafa/Bafd.

Ce dispositif, faisant l'objet d'une contractualisation sur quatre années, repose sur un diagnostic partagé entre le partenaire bénéficiaire et les services de la Caf de l'Essonne.

LES FONDS PUBLICS ET TERRITOIRES

Dans le cadre des Fonds publics et territoires (Fpt), les gestionnaires du département peuvent se voir allouer un co-financement supplémentaire s'ils développent des actions spécifiques dans les six domaines explicitement identifiés que sont :

- soutenir et renforcer l'accueil des enfants porteurs de handicap,
- adapter l'offre d'accueil à des publics confrontés à des besoins spécifiques (horaires atypiques, insertion...),
- soutenir les projets élaborés par des adolescents et accompagner leur autonomie,
- accompagner les problématiques territoriales des équipements d'accueil (crèches familiales notamment),
- prendre en compte les difficultés structurelles rencontrées par certains établissements
- encourager les démarches innovantes.

Les projets éligibles peuvent être financés à hauteur de 80 % maximum des dépenses engagées. Le présent dispositif, soumis à enveloppe limitative, s'inscrit au sein d'une campagne destinée aux opérateurs du territoire selon les disponibilités budgétaires.

LA PARENTALITÉ



Second axe majeur des missions confiées à la branche Famille de la Sécurité sociale, le soutien et l'accompagnement de la fonction parentale font l'objet d'une attention renforcée au cours de la convention d'objectifs et de gestion 2013 – 2017 avec un enrichissement réglementaire et budgétaire.

L'action de la Caf de l'Essonne s'appuie aujourd'hui sur le déploiement de six dispositifs complémentaires.

LES LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS – PARENTS (LAEP)

Les Lieux d'accueil enfants – parents (Laep) s'adressent aux enfants de moins de six ans accompagnés de leurs parents ou d'un adulte qui en a la charge. Cet espace, placé sous l'égide de deux accueillants au minimum formés à l'écoute et qui bénéficient de la supervision d'un professionnel, permet de développer les liens parents/enfants par le biais du jeu, de se confronter à d'autres pratiques et expériences parentales, de valoriser ses propres compétences et de rompre l'isolement ; le tout dans un cadre bienveillant, anonyme et non-thérapeutique.

Investissement

Afin de répondre aux attentes des familles essonniennes, la Caf propose une aide à la création et l'aménagement des Laep représentant 500 euros/m² dans la limite de 100 m².

Ainsi, les opérateurs souhaitant mettre en œuvre ce type d'offre peuvent prétendre, de façon maximale, à un soutien au programme de 50 000 euros.

Cette aide sera proratisée selon les temps de fonctionnement (ouverture et organisation) de l'équipement.

Fonctionnement

En fonction du nombre d'heures d'ouverture et d'organisation des activités, le gestionnaire de Laep perçoit une prestation de service versée par la Caf de l'Essonne.

- **Taux de co-financement** : 30 % d'un plafond horaire.
- **Plafond appliqué** : 76,62 euros/heure en 2016.

Une aide au démarrage, sur fonds locaux, peut être octroyée dans la limite de 1 000 euros maximum et vise à faciliter la mise en œuvre de la supervision et la formation de la nouvelle équipe.

LE RÉSEAU D'ÉCOUTE, D'APPUI ET D'ACCOMPAGNEMENT DES PARENTS (RÉAAP)



En plaçant les parents au cœur de leurs projets, les actions inscrites au sein des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents permettent, à une échelle locale ou départementale, de valoriser les compétences parentales en favorisant l'échange entre pairs, de faciliter les relations avec les enfants, de prendre en compte la diversité des situations familiales mais aussi d'encourager les initiatives directes des familles.

Les actions sont financées dans le cadre d'une campagne annuelle. L'enveloppe financière étant limitative, l'ensemble des projets est examiné de manière partenariale (Caf, Département, État) et donne lieu à la sélection des actions retenues.

Ces actions multiples (groupes de paroles, ateliers parents – enfants, entretiens parentalité...) sont coordonnées et évaluées au sein du réseau départemental animé par un travailleur social de la Caf de l'Essonne.

LE CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ (CLAS)

Les contrats locaux d'accompagnement à la scolarité visent à aider les parents dans le suivi de la vie scolaire de leurs enfants et à offrir à ces derniers l'appui et les ressources dont ils ont besoin pour réussir à l'école. Les actions éligibles doivent être menées dans le cadre d'un partenariat local avec les communes et les établissements scolaires. L'implication des parents y constitue dès lors une condition essentielle du financement de la Caf de l'Essonne.

Les Clas s'inscrivent dans le cadre d'une campagne annuelle d'appel à projets sous enveloppe limitative. La labellisation des actions donne lieu au versement d'une prestation de service pour chacun des dispositifs retenus qui repose sur la constitution de groupes allant de 5 à 15 enfants.

- **Taux de co-financement** : 32,5 % des charges plafonnées par groupe (cf. annexe 3).
- **Plafond appliqué** : 7 515 euros/groupe en 2016.



LA MÉDIATION FAMILIALE

Face à des situations de tension, la médiation familiale constitue l'un des recours envisageables pour maintenir voire restaurer le dialogue entre les membres de la famille (généralement les ex-conjoints). Proposé par des professionnels diplômés, ce dispositif prévient la rupture des liens familiaux et valorise les compétences des parents ; le tout dans l'intérêt de l'enfant et dans un cadre d'expression neutre et « dépassionné ».

En contrepartie de la perception d'une prestation de service dédiée, suite à l'agrément par le comité départemental de la médiation familiale, le gestionnaire s'engage à appliquer le barème des participations familiales établi par la Caisse nationale des allocations familiales.

- **Taux de co-financement** : 75 % des coûts de fonctionnement plafonnés (proratisés selon le nombre d'Etp), déduction faite des participations familiales.
- **Plafond appliqué** : 83 218 euros/Etp en 2016.

LES ESPACES-RENCONTRES

L'espace-rencontres propose un lieu, extérieur au domicile de chacun des parents, pour maintenir, préserver ou rétablir la relation entre l'enfant et ces derniers ou un tiers (grands-parents ou fratrie, notamment). Le recours à l'espace de rencontre est préconisé dans les situations où une relation enfant-parents et/ou l'exercice d'un droit de visite est interrompu, difficile ou conflictuel, y compris dans les situations de violences conjugales. Ce service est rendu dans un cadre assurant sécurité physique, morale et qualité d'accueil.

L'activité de l'espace-rencontres peut être liée, soit à des mesures judiciaires ordonnées par un magistrat - principalement juge aux affaires familiales et juge des enfants - ou une Cour d'appel, soit à des mesures non judiciaires telles que des sollicitations directes des parents.

- **Taux de co-financement** : 30 % du coût du service en fonction de l'amplitude d'ouverture et des temps de concertation dans la limite d'un prix plafond annuellement actualisé.
- **Plafond appliqué** : 122,22 euros/heures en 2016.

Au titre de l'investissement, les dispositifs afférents à la médiation familiale ainsi qu'aux espaces-rencontres peuvent, lors de programmes de création ou d'aménagement, ouvrir droit à un soutien financier plafonné à 500 euros/m² et ce dans la limite de 100m².



L'AIDE À DOMICILE

Lorsqu'un événement vient perturber l'équilibre familial, la Caf de l'Essonne offre la possibilité aux familles, sous certaines conditions, de recourir aux services d'une aide à domicile en cas de maladie, hospitalisation, séparation, décès, grossesse avec complications... Une telle intervention peut, en outre, être envisagée lors de parcours d'insertion socio-professionnelle.

- **Financement** : en fonction du professionnel qui intervient auprès de la famille (Auxiliaire de vie sociale [Avs] / Techniciens de l'intervention sociale et familiale [Tisf]) - et sous réserve de l'application du barème national des participations familiales - les acteurs de l'aide à domicile bénéficient d'une aide financière de la caisse d'Allocations familiales sur la base d'un prix de revient plafonné par Etp, selon le profil et arrêté conjointement, déduction faite de la participation des familles.
- **Plafonds appliqués** : 33 288 euros/Etp Avs en 2016,
51 509 euros/Etp Tisf en 2016.



L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE



Fondés sur une dynamique de mobilisation des habitants, les équipements de l'animation de la vie sociale (Avs) que sont les centres sociaux ainsi que les Espaces de vie sociale (Evs) développent, au quotidien, un large éventail d'actions et d'activités afin de favoriser le vivre-ensemble et l'inclusion sociale. Ces lieux de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle accueillent toute la population en veillant à sa mixité sociale.

Leur expertise se traduit par l'élaboration d'un projet social qui s'appuie sur un diagnostic de territoire préalable et sur la nécessaire consultation et implication des partenaires et des habitants.

La validation du projet social par les membres de la Commission d'action sociale de la Caf de l'Essonne donne lieu à un agrément qui permet l'ouverture du droit au soutien financier au titre du fonctionnement (prestations de service). Celui-ci revêt des formes diverses selon la nature de l'agrément obtenu : «Animation globale et coordination», «Animation collective familles» et «Animation locale».

LES AIDES À L'INVESTISSEMENT : ACCROÎTRE LE MAILLAGE TERRITORIAL DE L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

Centre social

Création

L'intervention financière se fonde sur une participation à hauteur de 600 euros/m² dans la limite de 300 000 euros.

Réhabilitation ou extension

Dans le cadre d'une réhabilitation ou d'une extension, le socle d'aide par m² est fixé à 200 euros dans la limite d'un soutien global de 100 000 euros.

Espace de vie sociale

Création : Participation financière potentielle de 600 €/m² dans la limite 100m², soit 60 000 euros.

Aménagement : Participation financière potentielle de 200 euros/m² dans la limite de 100m², soit 20 000 euros.



LES AIDES AU FONCTIONNEMENT : PÉRENNISER L'ENGAGEMENT DES OPÉRATEURS DE PROXIMITÉ

Afin d'accompagner le fonctionnement des équipements et leur permettre de déployer leurs projets sociaux, la branche Famille met en place trois prestations de service pluriannuelles qui répondent chacune à des objectifs spécifiques.

Prestations de service	Centre social	Espace de vie sociale
«Animation globale et coordination»	<p>Prestation de service de «base» accordée aux centres sociaux. Versée chaque année, cette dernière prend en compte une partie des dépenses afférentes au pilotage ainsi qu'à la logistique du centre.</p> <ul style="list-style-type: none">• Taux de co-financement : 40 % d'un plafond de charges.• Plafond appliqué : 161 284 euros en 2016.	Non concerné
«Animation collective famille»	<p>Prestation de service «complémentaire» versée lorsqu'un centre social développe, sous l'égide d'un(e) professionnel(le), «réfèrent famille», un projet spécifique «parentalité et famille».</p> <ul style="list-style-type: none">• Taux de co-financement : 50 % du coût plafonné de l'Etp du référent.• Plafond appliqué : 35 973 euros en 2016.	
«Animation locale»	Non concerné	<p>Prestation de service octroyée à des structures de taille plus réduite qui assurent des missions d'animation de la vie sociale.</p> <ul style="list-style-type: none">• Taux de co-financement : 50 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un plafond.• Plafond appliqué : 35 973 euros en 2016. <p>Par ailleurs, et ce afin de soutenir au mieux les Espaces de vie sociale, la Caf de l'Essonne alloue, sur ses fonds locaux et dans le cadre des deux premières années d'exercice, une subvention supplémentaire visant à doubler le montant de la prestation de service tel que présenté plus haut.</p>

La fédération des centres sociaux et socio-culturels de l'Essonne assure un accompagnement méthodologique auprès des gestionnaires d'équipements en cours d'agrément. A ce titre, un financement prenant la forme d'une subvention annuelle lui est octroyé. Par ailleurs, les équipements de proximité qui s'inscrivent dans la démarche « Point relais Caf » pourront être soutenus à hauteur de 1 000 euros dans le cadre d'investissements informatiques et, exceptionnellement, jusqu'à 5 000 euros si des aménagements de locaux s'avèrent nécessaires.



LOGEMENT ET CADRE DE VIE

LES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS (FIT)

Au sein de la réponse globale aux familles que la Caf de l'Essonne souhaite apporter, un dernier pôle se concentre autour de la thématique des conditions de logement et du cadre de vie*. Dans cette perspective, des dispositifs financiers relatifs à l'investissement ainsi qu'au fonctionnement des Foyers jeunes travailleurs (Fjt) sont disponibles.

Investissement

Une aide « socle » de 7 000 euros est accordée pour l'aménagement des locaux destinés aux activités socio-éducatives.

À cette dernière s'adjoint un forfait de 800 euros par lit lors de la création, extension ou réhabilitation d'un Fjt.

Fonctionnement

S'adressant principalement à des « actifs » âgés de 16 à 25 ans, les Fjt peuvent prétendre au versement d'une prestation de service qui finance la fonction socio-éducative de ces établissements dont l'objet est de favoriser l'accès des jeunes à l'autonomie (gestion du quotidien, accompagnement à l'insertion, budget, culture, mobilité...).

- **Taux de co-financement** : 30 % des rémunérations plafonnées des professionnels impliqués dans la fonction socio-éducative selon le nombre de lits.
- **Plafond appliqué** : 383 618 euros de dépenses par an et 2 926 euros/lit en 2016.

Afin de parfaire son action dans le domaine du logement, la Caf de l'Essonne positionne, chaque année, des subventions de fonctionnement auprès de l'Agence départementale d'information pour le logement (Adil), du Pacte de l'Essonne ainsi que du fonds de solidarité logement (accès et maintien dans le logement).

*Concernant les aides pouvant être accordées à des particuliers, les Caf vous invitent à consulter le règlement intérieur « Afi ».



ANNEXES

ENGAGEMENT DE MAINTIEN DE LA DESTINATION SOCIALE ET ÉCHÉANCIER DE REMBOURSEMENT DES PRÊTS

ANNEXE 1

Aide financière totale accordée sur fonds locaux	Associations ou collectivités locales avec Pfh* < 978 euros	Entreprises et collectivités locales avec Pfh* > 978 euros	Années de remboursement du prêt	Années d'engagement de maintien de la destination sociale
200 000 euros et plus	X		20	20
	X	X	15	15
	X	X	10	
	X	X	5	
50 000 euros - 199 999 euros	X		15	15
	X	X	10	10
	X	X	5	
0 euros - 49 999 euros	X		10	10
	X	X	5	5

*Potentiel financier par habitant.

BARÈME 2016 DES PARTICIPATIONS FAMILIALES POUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

ANNEXE 2



Nombre d'enfants	Taux d'effort par heure facturée en accueil collectif	Taux d'effort par heure facturée en accueil familial, parental et micro-crèche
1 enfant	0,06 %	0,05 %
2 enfants	0,05 %	0,04 %
3 enfants	0,04 %	0,03 %
4 enfants	0,03 %	0,03 %
5 enfants	0,03 %	0,03 %
6 enfants	0,03 %	0,02 %
7 enfants	0,03 %	0,02 %
8 enfants	0,02 %	0,02 %
9 enfants	0,02 %	0,02 %
10 enfants	0,02 %	0,02 %

Les présents taux d'effort, liés au nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales, s'appliquent dans la limite d'un plancher - 660,44 euros - et d'un plafond fixé à 4 864,89 euros sur l'exercice 2016 pour les ressources mensuelles. Le taux d'effort immédiatement inférieur est retenu lorsque la famille compte un enfant ouvrant droit à l'Aeeh ; qu'il s'agisse de celui accueilli dans la structure ou non.

BARÈMES 2016 DES PRESTATIONS DE SERVICE

PRIX PLAFONDS ET MONTANTS DE PRESTATIONS DE SERVICE

à compter du 1^{er} janvier 2016

ANNEXE 3

PRESTATION DE SERVICE UNIQUE

Accueil des enfants de 0 à 5 ans

	Prix plafonds (euros/heure)	Taux de la prestation de service	Prestation de service (euros/heure)
Eaje avec un taux de facturation \leq à 107 %, fournissant les couches et les repas	7,98	66 %	5,27
Eaje avec un taux de facturation \leq à 107 %, ne fournissant pas les couches et les repas	7,53	66 %	4,97
Eaje avec un taux de facturation $>$ à 107 % ou \leq à 117 %, fournissant les couches et les repas	7,53	66 %	4,97
Eaje avec un taux de facturation $>$ à 107 % ou \leq à 117 %, ne fournissant pas les couches et les repas	7,10	66 %	4,69
Eaje avec un taux de facturation $>$ à 117 %, fournissant les couches et les repas	7,10	66 %	4,69
Eaje avec un taux de facturation $>$ à 117 %, ne fournissant pas les couches et les repas	6,89	66 %	4,55

Accueil des enfants de 4 à 16 ans

(jusqu'à la dénonciation des
conventions-type en cours)

	Prix plafonds (euros/heure)	Taux de la prestation de service	Prestation de service (euros/heure)
Halte garderie collective	3,39	30 %	1,02
Halte-garderie familiale et parentale et micro-crèches	3,39	30 %	1,02

Seuils d'exclusion du bénéfice des prestations de service

(Circulaire Cnaf n°61
du 20 décembre 1995)

	Prix moyen horaire 2014 estimation (en euro/heure réalisée)	Seuil d'exclusion (en euro/heure réalisée)
Accueil du jeune enfant	10,13	15,19

AUTRES PRESTATIONS DE SERVICE

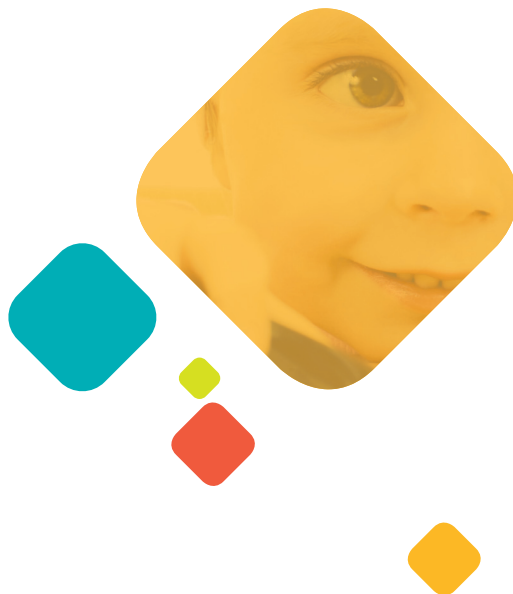
	Prix plafonds en euros	Taux de la Ps	Prestation de service en euros
Accueil de loisirs, de jeunes ou de scoutisme			
Accueil periscolaire			
Par heure	1,77	30%	0,53
Accueil extrascolaire			
Par heure	1,77	30%	0,53
Relais assistants maternels			
	57 031/an	43%	24 523/an
Lieux d'accueil enfants parents			
	76,62/heure	30%	22,99/heure
Vacances familiales avec accompagnement			
Prestation de service à mi-taux	27 658/an	50%	13 829/an
Prestation de service taux plein	55 315/an	50%	27 658/an
Accompagnement à la scolarité			
	7 515/an	32,5%	2 442/an
Aide à domicile			
Fonction 1 (Avs)	33 288/an	30%	9 986/an
Fonction 2 (Tisf)	51 509/an	30%	15 453/an
Centres sociaux			
Animation globale, coordination	161 284/an	40%	65 514/an
Animation collective famille	35 973/an	50%	17 987/an
Animation locale			
	35 973/an	50%	17 987/an
Foyers de jeunes travailleurs			
	assiette maximum		2 926/lit/an
	383 618/an	30%	115 085/an
Médiation familiale			
	83 218/an	75%	62 414/an
Espaces-rencontres			
	122,22/heure	30%	36,67/heure

Accueil de loisirs
 périscolaire :
 Aide spécifique

Aide spécifique rythmes
 éducatifs (Euro/heure)

Barème

0,53



Caisse d'Allocations familiales de l'Essonne - 2 impasse du Télégraphe - 91013 Évry cedex
Édition et coordination : service communication 01 60 91 19 76
Création et conception : COM&O - www.comeo.fr - Photos COM&O

